

- 1° Dans les conditions prévues à l'article [L. 2312-41](#) relatif aux opérations de concentration ;
 - 2° Dans les conditions prévues aux articles [L. 2312-63](#) et suivants, relatifs à l'exercice du droit d'alerte économique ;
 - 3° En cas de licenciements collectifs pour motif économique, dans les conditions prévues aux articles [L. 1233-34](#) et suivants ;
 - 4° Dans les conditions prévues aux articles [L. 2312-42](#) à [L. 2312-52](#), relatifs aux offres publiques d'acquisition.
- II.-Le comité peut également mandater un expert-comptable afin qu'il apporte toute analyse utile aux organisations syndicales pour préparer les négociations prévues aux articles, [L. 2254-2](#) et [L. 1233-24-1](#). Dans ce dernier cas, l'expert est le même que celui désigné en application du 3° du I.

L. 2315-93

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'expert-comptable a accès aux informations dans les conditions prévues aux articles [L. 2315-83](#) et [L. 2315-90](#). Lorsqu'il est saisi dans le cadre d'une opération de concentration prévue à l'article [L. 2312-41](#) ou d'une opération de recherche de repreneurs prévue à la section 4 bis du chapitre III du titre III du livre II de la première partie, l'expert a accès aux documents de toutes les sociétés intéressées par l'opération.

Lorsqu'il est saisi dans le cadre d'une offre publique d'acquisition dans les conditions prévues aux articles [L. 2312-42](#) à [L. 2312-52](#), l'expert-comptable a accès aux documents nécessaires à l'élaboration du rapport prévu à l'article [L. 2312-45](#).

L. 2315-94

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 40

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le comité social et économique peut faire appel à un expert habilité dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat :

- 1° Lorsqu'un risque grave, identifié et actuel, révélé ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est constaté dans l'établissement ;
- 2° En cas d'introduction de nouvelles technologies ou de projet important modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail, prévus au 4° du II de l'article [L. 2312-8](#) ;
- 3° Dans les entreprises d'au moins trois cents salariés, en vue de préparer la négociation sur l'égalité professionnelle.

L. 2315-95

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises d'au moins trois cents salariés, le comité social et économique peut décider de recourir à un expert technique de son choix en vue de préparer la négociation sur l'égalité professionnelle.

Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation